

DÉCISION N°109 DU 28 OCTOBRE 2024

Marché n°2022-004-002 – Tavaux de fauchage des accotements et des dépendances le long des voies communautaires et des voies vertes de CCPH du secteur sud :

Avenant n°1

Le Président,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.5211-9, L.5211-10 et L.5216-1 et suivants ;

Vu le Code de la commande publique ;

Vu l'arrêté inter préfectoral n°97/19/DAD des 23 et 30 décembre 1997 portant création de la Communauté de Communes du Pays Houdanais (CCPH) entre les communes de Bazainville, Boissets, Civry-la-Forêt, Gressey, Houdan, Richebourg, Tacoignières (Yvelines) et Boutigny-Prouais, Champagne et Goussainville (Eure-et-Loir);

Vu l'arrêté préfectoral n°78-2022-02-24-00002 en date du 24 février 2022, portant modification des statuts de la Communauté de Communes du Pays Houdanais, conformément à l'article L.5211-5-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°24/2020 en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection du Président de la CC Pays Houdanais ;

Vu le 1° de l'article 2 de la délibération n° 17/2022 du 15 février 2022 donnant délégation d'attribution au Président de la Communauté de Communes du Pays Houdanais (CCPH), pour la durée de son mandat, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux d'un montant global initial inférieur à 1 000 000 € HT, ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui n'entraînent pas une augmentation du montant du contrat initial supérieure à 10 %, lorsque les crédits sont prévus au budget,

Vu le marché n°2022-004-002 relatif aux travaux de fauchage des accotements et dépendances le long des vois communautaires et verte pour le secteur sud de la CCPH notifié le 28 juin 2022, à la société PRETTRE ESPACES VERTS pour un montant annuel maximum de 200 000 € HT.

Vu le projet d'avenant n°1:

Considérant que l'entretien des pistes cyclables existantes sur le territoire sud de la CC du Pays Houdanais doit être intégré au marché par voie d'avenant ;

Considérant que pour cet entretien n'a pas d'incidence financière puisqu'il n'augmente pas le montant maximum annuel;

DÉCIDE :

ARTICLE 1: De conclure et signer l'avenant n°1 au marché n°2022-004-002 - Travaux de fauchage des accotements et des dépendances le long des voies communautaires et des voies vertes de la Communauté de Communes du Pays Houdanais du secteur sud, avec la société PRETTRE ESPACES VERTS, sise avenue de l'arbre à la Quénée 78490 MÉRÉ et ayant pour numéro de SIRET 510 001 423 00027, sans incidence financière.

Adainville

Bazainvite

Bonvillers

Bossets Bourdonné

.

Boutigny-Prouais

Civry-la-Forét

Condé-sur-Vesgre

Courgent

Dammartin en Serve

Dannemarie

Flins Neuve Eglise

Goussainville

Grandchamp

Gressey

Havelu Houdan

La Hauteville

Le Tartre Gaudran

Longnes

Maulette

Mondreville

Montchauvet

Mulcent

Orgenus

Orvillers

Osmoy

Prunay le Temple

Richebourg

Rosay Septeul

St Lubin de la Haye

St Martin des Champs

Tacoignières

Tilly

Villette

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PAYS HOUDANAIS

22, porte d'Épernon BP15 78550 Maulette

T. 01 30 46 82 80 F. 01 30 46 **1**5 75

ccph@cc-payshoudanais.fr www.cc-payshoudanais.fr

Accusé de réception en préfecture 078-247800550-20241029-DEC10928102024-AR Date de télétransmission : 29/10/2024 Date de réception préfecture : 29/10/2024

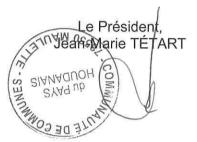


ARTICLE 2 : D'autoriser le Président, ou son représentant, à signer ledit avenant visé à l'article 1.

ARTICLE 3 : Dit que les crédits nécessaires seront prévus au budget.

ARTICLE 4: Madame la Directrice Générale des Services et Madame la Trésorière sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision, dont copie sera transmise au contrôle de légalité.

Fait à MAULETTE, le 28 octobre 2024.



Affichée à la porte de la CCPH / Publiée sur le site internet de la CCPH le : 29 ale 2024

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification et de sa transmission au contrôle de légalité, l'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de la réception du recours équivaux par principe, et sauf exceptions, à une décision implicite de rejet en application de l'article L.411-7 du Code des relations entre le public et l'administration, et d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles, notamment par voie électronique via l'application « télérecours citoyen » accessible sur le site internet www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification et de sa transmission au contrôle de légalité, ou à compter de la réponse explicite ou implicite du Président si un recours gracieux a été préalablement exercé, notamment dans les cas où un recours administratif préalable est obligatoire.